

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
LA FRANCE ET L'ONU ORGANISENT UNE CONFÉRENCE D'AIDE AU LIBAN

Emmanuel Macron organisera mercredi, avec les Nations unies, depuis l'Élysée une nouvelle visioconférence humanitaire internationale pour mobiliser des fonds pour le Liban, quatre mois après l'explosion qui a détruit le port et plusieurs quartiers de Beyrouth, a indiqué vendredi dernier la présidence française. A cette visioconférence, prévue le 2 décembre à 18h30 (17h30 GMT), sont conviés une trentaine de chefs d'Etat, de gouvernement, de ministres ainsi que des institutions internationales et des ONG libanaises.

NIGERIA : AU MOINS 110 MORTS DANS UNE ATTAQUE JIHADISTE

Samedi dernier, au moins 110 civils ont été froidement tués alors qu'ils travaillaient dans leurs champs, selon un nouveau bilan des Nations unies. C'est l'attaque la plus meurtrière menée contre des civils cette année dans le nord-est du Nigeria, en proie à une insurrection jihadiste depuis plus de dix ans. Le massacre s'est déroulé le jour des élections locales dans cet Etat, les premières organisées depuis 2009.

HONGRIE : SOROS COMPARÉ À HITLER

Un responsable culturel hongrois a comparé le milliardaire George Soros à Hitler dans un article sur la dispute de son pays et la Pologne avec l'UE sur la question de l'Etat de droit, des propos qui ont suscité des condamnations immédiates. "L'Europe est devenue la chambre à gaz de George Soros (...) il est le Führer libéral" et les Polonais et les Hongrois "sont les nouveaux juifs", a lancé Szilard Demeter

Ethiopie : Mekele serait tombée

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La situation en Ethiopie a évolué ce week-end. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé samedi dernier que l'armée avait pris le "contrôle" de Mekele, la capitale du Tigré (Nord), une étape décisive de l'opération militaire entamée le 4 novembre dans cette région dissidente. Les autorités tigréennes issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui combat le gouvernement, seraient retranchées dans cette ville qui comptait 500 000 habitants avant le début du conflit.

Ainsi, selon M. Abiy, "le gouvernement fédéral a maintenant pris le contrôle total de la ville de Mekele". Il a réaffirmé que la prise de Mekele marque l'accomplissement de la "phase finale" de l'opération militaire démarrée le 4 novembre. Non sans ajouter que l'armée "mène l'opération avec la précision et le soin nécessaire (...) pour s'assurer que les civils ne sont pas ciblés" et qu'elle a pris le contrôle de l'administration régionale.

De son côté, le chef de l'armée, Berhanu Jula, a affirmé dans un message diffusé sur la télévision officielle éthiopienne EBC que l'armée "chasse les membres du TPLF qui se cachent". Tout en précisant que plus de 7 000 membres du Commandement Nord de l'armée fédérale ont été libérés. En termes de vérification de ces informations, les dirigeants du TPLF n'étaient pas joignables dans l'immédiat. Samedi dernier en matinée, les autorités tigréennes affirmaient via la télévision locale que des "tirs à l'arme lourde" touchaient Mekele, une information que deux responsables humanitaires ayant des équipes dans cette ville ont confirmée. Le gouvernement tigréen y appelait la communauté internationale "à condamner les attaques d'artillerie et d'avions militaires et les massacres" commis sur "les civils et les infrastructures" par M. Abiy et par Issaias Afewerki, le président érythréen, qu'il accuse d'épauler Addis Abeba dans le conflit.

"Les prochains enjeux clés sont de savoir quelles intentions et quelles



Vue de la ville de Mekele, la capitale du Tigré.

capacités les forces tigréennes ont à continuer la résistance armée", a déclaré William Davison, de l'International Crisis Group (ICG), après l'annonce du contrôle de Mekele. Il s'est interrogé égale-

ment sur la façon dont les Tigréens vont "réagir face au gouvernement provisoire qui va être installé" par Addis Abeba.

Aucun bilan précis du conflit n'est jusqu'ici disponible, mais l'ICG a

estimé vendredi que "plusieurs milliers de personnes sont mortes dans les combats". Dans leur communiqué, les dirigeants tigréens ont promis "une réponse proportionnée" aux "massacres".

La communauté internationale inquiète



Le Pape François demande de prier pour l'Éthiopie.

J.O.
Libreville/Gabon

La communauté internationale n'est pas insensible à la situation en Ethiopie. Inquiète d'une propagation du conflit à l'échelle régionale, elle a également alerté sur de possibles "crimes de guerre" et tenté de faire pression

sur les autorités d'Addis-Abeba. Ainsi, l'Union africaine (UA), dont le siège est à Addis Abeba, a nommé en ce sens trois envoyés spéciaux, les anciens présidents mozambicain Joaquim Chissano, libérienne Ellen Johnson-Sirleaf et sud-africain Kgalema Motlanthe. Après les avoir rencontrés, M. Abiy a exprimé sa "gratitude"

tout en rappelant qu'il avait "la responsabilité constitutionnelle de maintenir l'ordre (au Tigré) et à travers le pays".

En outre, dans un communiqué publié samedi dernier, l'UA a salué que le Premier ministre ait évoqué lors de cet entretien l'établissement d'un comité fédéral pour "répondre aux besoins humanitaires essentiels" et d'un corridor humanitaire. De son côté, le pape François a appelé sur Twitter à "prier pour l'Éthiopie, où les combats armés se sont intensifiés" et débouchent sur une "situation humanitaire grave". Plus de 43 000 Ethiopiens ont fui au Soudan voisin, selon le HCR. Pour calmer le jeu, le chef du gouvernement éthiopien a indiqué : " nous avons la tâche critique de reconstruire ce qui a été détruit, de réparer ce qui a été endommagé, de faire revenir ceux qui ont fui, avec comme principale priorité le retour à la normale pour le peuple de la région du Tigré"

Photo:AFP

Photo:AFP